

cancer

Eurocancer 2004

Eurocancer 2004, 29 juin, 1^{er} juillet 2004, John Libbey Eurotext, 392 pages.

Ce compte rendu du XVII^e congrès d'Eurocancer identifie les éléments les plus marquants et les plus indispensables à l'activité des professionnels de la cancérologie. On peut observer des avancées significatives dans plusieurs domaines, dont celui de la biologie moléculaire des cancers (notamment de nombreux travaux sur les cancers du sein, digestifs, pulmonaires, de la prostate et les lymphomes), des thérapeutiques ciblées, de la prévention (relations entre pollution atmosphérique et cancer du poumon et premiers essais de vaccination contre les papillomavirus, première étape d'une éradication complète dans le futur des cancers du col utérin) et aussi dans la mise en application du Plan Cancer (des retombées positives existent déjà dans le dépistage du cancer du sein par mammographie et dans un meilleur quadrillage des appareils modernes d'imagerie type TEP). Ce compte rendu rapporte les quarante-trois sessions qui ont eu lieu pendant ces journées.



santé publique

Traité de santé publique

François Bourdillon, Gilles Brücker, Didier Tabuteau

Paris : Éditions Médecine-Sciences Flammarion, avril 2004, 528 pages, 89 euros.

Une des grandes qualités de cet ouvrage exceptionnel est qu'il a su, à la suite des éditions de 1989 et de 2000, continuer à prendre en compte les importantes évolutions qui concernent et sont portées par la santé publique.

Les auteurs en font un bilan en cinq parties : « Les grands enjeux de santé publique » abordent les droits des personnes, puis la sécurité sanitaire avec la surveillance épidémiologique pour s'ouvrir à la santé et l'environnement et autres enjeux. « L'état de santé et principales pathologies » fait un point sur la santé en France et dans le monde avant d'aborder les maladies

chroniques, les maladies transmissibles et émergentes et de donner une place importante à la pathologie mentale. Une troisième partie traite des « questions de société » : accidents, violences et approches par populations. La dernière partie développe les « organisations de la santé publique » en France et en Europe. Une place particulière est donnée aux associations d'usagers et de malades. Des annexes, comme par exemple la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et la Charte des droits et libertés de la personne âgée dépendante, viennent compléter cet ensemble.

Ce traité a été réalisé en colla-

boration avec quatre-vingts rédacteurs qui ont su allier théorie et pratique. Il privilégie une approche de santé publique multidisciplinaire et interprofessionnelle, autre grande qualité de cet ouvrage de référence qui rend accessible à tous le champ si complexe de la santé publique.

Le *Traité de santé publique* est également précieux pour comprendre les enjeux de la politique de santé en France, en Europe et dans le monde. Il donne des repères indispensables au moment où de nombreuses réformes et évolutions sont en cours et questionnent notre avenir.

Pierre-Henri Bréchat

Ondam

Rapport sur l'exécution de l'Ondam de l'assurance maladie

Édition 2004, 150 pages.

Le rapport 2004 sur l'exécution de l'Ondam consacre un large développement aux différents gisements d'économies potentielles, tout en se dotant d'objectifs précis et en définissant les actions à engager. Une première partie consacrée à l'inventaire 2003 fait le point sur les dépenses de la Cnamts. Elle présente des développements plus appuyés qu'en 2003 concernant les effets de la croissance économique sur les comptes de l'assurance maladie et la dépense hospitalière. La deuxième partie présente les principales actions menées par la Cnamts dans le cadre de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie 2003 et donne des éléments d'évolution : actions

couvrant la politique conventionnelle, la politique du médicament, les mesures visant à améliorer l'efficacité ou l'organisation du système de soins, les contrôles, la politique de prévention. La troisième partie couvre les axes de travail et les propositions retenus par la Cnamts pour le court et le moyen terme.

établissements sociaux et médico-sociaux

Le droit des usagers dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux

Jean-Marc Lhuillier

Éditions de l'ENSP, septembre 2004, 188 pages, 25 euros.

Cet ouvrage soulève la problématique de la place des usagers et de leur impact sur les institutions. En effet, l'expression

« droit des usagers » renferme de nombreux paradoxes et suscite, note l'auteur, de multiples interrogations : les institutions sociales et médico-sociales n'ont-elles pas été créées avec comme seule finalité la réponse aux besoins des usagers ? Le droit n'y était-il pas déjà présent ? Quelle limite peut-on donner au droit des usagers et quel est leur impact sur les institutions ? L'auteur, en s'appuyant sur les dispositions législatives, et en particulier sur celles de la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002, analyse le renforcement des pouvoirs de contrôle et de sanction des établissements, tout en analysant également la politique de l'évaluation des services et d'amélioration de la qualité des prestations. La deuxième partie de cet ouvrage, intitulée « Les outils », traite de la participation individuelle et collective de l'utilisateur (contrat de séjour, recours à une personne qualifiée...) et de l'organisation de la vie de l'utilisateur.

recherches médicales

Nanosciences et progrès médical
Rapport, Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, n° 1588, Assemblée nationale, n° 293, Sénat. 6 mai 2004, 318 pages, 6,50 euros.

Ce rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques répond à une saisine du Bureau du Sénat sur « nanosciences et progrès médical ». Les nanobiotechnologies spécialement consacrées à la médecine et à la pharmacie prendront à l'avenir une part importante dans les progrès en santé, en particulier dans trois domaines : le diagnostic (mieux



voir *in vivo* et *in vitro*), les soins (notamment la vectorisation des médicaments) et la compensation des déficits (neuroprothèse, ingénierie tissulaire...). Cependant, les rapporteurs ont évoqué les risques potentiels de celles-ci et étudié leur impact sur la santé et l'environ-

nement. Pour l'heure, c'est plutôt dans les modalités d'utilisation des nanotechnologies que se situent les problèmes d'ordre éthique, comme l'implantation dans le corps humain de nanomatériaux permettant de localiser, voire contrôler un individu. Si elles peuvent avoir un effet très bénéfique, elles peuvent être détournées à des fins malveillantes sans oublier le risque de passer de l'homme « réparé » à l'homme « augmenté ». Il convient donc de fixer au niveau international (ONU) des règles contraignantes d'utilisation des nanotechnologies afin d'éviter ces possibles dérives. Les rapporteurs ont souhaité par ailleurs qu'un projet de loi soit soumis au Parlement.

agences

Les agences de sécurité sanitaire en France

Cahiers du GIS Risques collectifs et situations de crise, n° 2, août 2004, 244 pages.

Depuis les années quatre-vingt, les agences dans le domaine sanitaire se sont multipliées pour permettre de répondre aux différentes crises de santé publique. Dans les deux premières parties de ce numéro sont présentées l'organisation institutionnelle et les missions des agences de sécurité sanitaire qui, au-delà de leurs missions techniques, reflètent les transformations sociales et politiques auxquelles elles sont liées. Dans la troisième partie, sont mises en évidence les caractéristiques propres à chacune des six agences (AFSS, Afssaps, InVS, Anaes, IRSN, Afsse). La dernière partie présente les agences à l'étranger (aux États-Unis et en Europe) en exposant leurs missions d'information, d'expertise et de coordination, notamment dans les domaines de la sécurité des médicaments, des questions environnementales et de la sécurité alimentaire.

cancer

Pourquoi ce lourd tribut payé au cancer ? Le cas exemplaire du Nord-Pas-de-Calais
Ouvrage coordonné par Pierre Aiach, Marie Marseille et Ivan Theis
Éditions ENSP, septembre 2004, 320 pages, 34 euros.

On constate la « surincidence » des cancers dans la région Nord-Pas-de-Calais. Deux hypothèses croisées sont émises par les auteurs : celle d'un cumul de handicaps et facteurs de risques biologiques et sociaux propres à la situation régionale (tabac, alcool, mauvaise alimentation, pollution de

l'air, risques professionnels...) et celle d'une amplification de leurs effets sur la santé se traduisant par la multiplication de cancers. L'examen attentif des données de mortalité fait apparaître que la surmortalité par cancer dans cette région est due en grande partie à l'existence d'une inégalité sociale nettement plus forte que dans le reste de la France face à une mortalité générale qui a fortement régressé. Cette situation s'est aggravée avec la disparition massive d'importants secteurs industriels (mine, sidérurgie, métallurgie, textile), laissant de très nombreux travailleurs au chômage. Cet ouvrage, fruit d'une recherche pluridisciplinaire, permet de mieux

cerner l'effet de cumul des facteurs de risque, qui jouent un rôle non négligeable dans la genèse des maladies en général et du cancer en particulier.



établissements sociaux et médico-sociaux

La responsabilité civile, administrative et pénale dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux
Jean-Marc Lhuillier
Éditions de l'ENSP, septembre 2004, 446 pages, 33 euros.

L'auteur rappelle les développements passés de la jurisprudence civile et administrative, en les illustrant d'arrêts et de décisions, pour expliquer et mieux faire comprendre l'évolution récente des régimes multiples de responsabilité concernant les personnes et les institutions du secteur social. Puis il propose une analyse détaillée de la responsabilité pénale des personnes et

des institutions du secteur social, avant d'aborder les règles de droit qui leur sont applicables selon les cas. La répartition des modes d'indemnisation montre également l'articulation complexe des assurances selon qu'il s'agit de régimes d'indemnisation tournés vers les victimes ou tournés vers l'auteur des dommages.

assurance maladie

Gérer en améliorant l'efficacité de l'assurance maladie : rapport de gestion 2003

Rapport de gestion 2003 de l'assurance maladie, édition 2004, 54 pages.

Ce rapport de gestion coïncide avec la fin de la deuxième Convention d'objectifs et de gestion. L'introduction rappelle les objectifs de ce document : « rendre des comptes sur la gestion du service public de l'assurance maladie, sur ses coûts, sur son efficacité, retracer la dynamique de changement qui s'est enclenchée et

réseaux de santé

Créer et piloter un réseau de santé : un outil de travail pour les équipes

François-Xavier Schweyer, Gwénola Levasseur, Teresa Pawlikowska
Éditions ENSP, 2^e édition, mai 2004, 112 pages, 15 euros.

Conçu au sein d'une équipe de travail de professionnels de santé (médecins généralistes et hospitaliers, infirmières, travailleurs sociaux, responsables associatifs), ce vade-mecum est destiné aux équipes qui créent et pilotent des réseaux : il permet de se procurer ou de vérifier toutes les étapes pour établir et réussir un réseau de santé, depuis l'analyse

des besoins jusqu'aux objectifs de l'équipe. Des recommandations pratiques portent sur la démarche (temps de réflexion, étude des patients et des usagers du réseau, objectifs), les structures (statut, financements, localisation) et le management (gestion, coordination, évaluation).



économie de la santé

Le calcul économique en santé : méthodes et analyses critiques

Didier Castiel
Éditions ENSP, juillet 2004, 176 pages, 29 euros.

Cet ouvrage, composé de fiches, vise à poser le cadre et le contexte de l'évaluation économique en santé. Avec une première fiche expliquant, après un rappel historique, le principe de l'évaluation économique en santé, l'auteur aborde successivement, dans les autres fiches, les thèmes suivants : l'évaluation de l'efficacité des actions de santé, l'évaluation

du coût, la mise en rapport du coût et du résultat et les outils d'allocation des ressources dans les systèmes de santé. En annexe sont proposés des exercices et cas pratiques.



lui permet aujourd'hui de s'atteler aux défis attachés à sa mission de régulation». Ainsi, une première partie est consacrée à l'assurance maladie, service public et assureur social, qui développe des activités très diversifiées : remboursement des dépenses de soins, accès aux soins développés et facilités, prévention des accidents du travail/maladies professionnelles, amélioration du système de soins grâce à de nouveaux outils et actions.

L'assurance maladie bénéficie d'un réseau de proximité dense (près de 200 structures pour 5 types d'organismes à responsabilité territoriale) et dispose de services d'expertise. La deuxième partie porte sur les nouvelles stratégies, le développement des services et des outils, les nouvelles performances des organismes, sur l'évolution d'un management rénové et modernisé de la gestion de l'assurance maladie.

médecine du travail

Médecine du travail

Décret n° 2004-760 du 28 juillet 2004, JO du 30 juillet 2004.

Un décret relatif à la réforme de la médecine du travail apporte des modifications aux règles qui régissaient jusqu'à présent la médecine du travail : elles concernent les critères à partir desquels peuvent ou doivent être mis en place un service de santé au travail d'entreprise ou d'établissement ou un service commun aux entreprises constituant une unité économique et sociale (UES). Elles confirment le renforcement de l'indépendance

du médecin du travail qui exerce une surveillance médicale accrue pour les salariés affectés à certains travaux ou pour ceux qui viennent de changer de type d'activité, pour les handicapés, les femmes enceintes, les jeunes mères... Dans chaque entreprise qu'il a en charge, y compris dans celles occupant moins de 11 salariés, le médecin du travail établit une fiche sur laquelle sont consignés les risques professionnels et les effectifs de salariés. De plus, le médecin du travail doit pouvoir consacrer à ses missions en milieu de travail le tiers de son temps de travail (au moins 150 demi-journées de travail effectif).

Voir aussi www.travail.gouv.fr/pop_actu4.html

bioéthique

Bioéthique

Loi n° 2004-800 du 6 août 2004, JO du 7 août 2004.

La nouvelle loi sur la bioéthique crée un établissement public, à autorité administrative, dénommé l'Agence de la biomédecine, compétent dans les domaines de la greffe, de la reproduction, de l'embryologie et de la génétique humaines. Cette agence établit un rapport annuel d'activité, remis au Parlement et au gouvernement ainsi qu'au Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé. Cette loi rappelle

que la recherche sur l'embryon humain est interdite, mais qu'elle est acceptable lorsqu'elle peut apporter des progrès thérapeutiques majeurs ; l'autorisation de cette recherche est liée à une dérogation d'une durée de cinq ans. De même, le prélèvement d'organes sur une personne dont la mort a été dûment constatée ne peut être effectué qu'à des fins thérapeutiques ou scientifiques. Le clonage reproductif est interdit et le fait de procéder à une intervention ayant pour but de faire naître un enfant génétiquement identique à une autre personne vivante ou décédée est puni de trente ans de réclusion criminelle et de 7,5 millions d'euros d'amende.

système de soins

Haute Autorité de santé

Décret n° 2004-1139 du 26 octobre 2004, JO du 27 octobre 2004.

La Haute Autorité de santé, autorité publique indépendante à caractère scientifique, définit les protocoles de soins qui sont utilisés comme référence par les professionnels de santé et a pour

objectif d'évaluer l'utilité médicale du service attendu des produits, actes ou prestations de santé, d'informer les professionnels de santé et le public sur le bon usage des soins et des bonnes pratiques, et d'évaluer les pratiques professionnelles et les processus diagnostiques et thérapeutiques.

Voir aussi : www.assurancemaladie.sante.gouv.fr/organisation/haute.htm